

# LA CLÉ DU SUCCÈS D'UN RÉGIME D'ASSURANCE CONTRE LES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ITCILO E-CAMPUS / CONNAISSANCE EN LIGNE

Module 14

Élargissement de la couverture d'assurance  
contre les lésions professionnelles aux  
travailleurs de l'économie informelle



International Labour Organization



International Training Centre

# Vue d'ensemble

Ce module explique les causes et conséquences principales de l'économie informelle. Il analyse les différentes approches pour combattre l'informalité. Il illustre également le rôle de l'environnement réglementaire, de l'administration et des services de l'inspection du travail dans la transition vers la formalité. Enfin, il explore la manière dont les travailleurs indépendants sont couverts par les régimes EIS dans plusieurs pays, notamment le taux de cotisation des régimes couvrant cette catégorie de travailleurs.

## Résultats d'apprentissage

A la fin du module 14, les participants auront:

- Passé en revue les principales caractéristiques de l'économie informelle dans le monde, notamment ses causes et conséquences socioéconomiques ;
- Compris la définition de l'informalité retenue par l'OIT, ainsi que son approche sur la formalisation ;
- Acquis une compréhension de base du rôle de l'environnement réglementaire, notamment la manière dont il peut être adapté afin de faciliter l'extension de la couverture sociale à l'emploi informel ;
- Acquis une compréhension de base de la manière dont la couverture EIS peut être étendue aux travailleurs indépendants.

# Légende

**Si vous trouvez cette icône , vous êtes en présence d'un lien EXTERNE**

Afin de ne pas perdre la page actuelle, il peut être utile d'ouvrir une page web dans un nouvel onglet. Par défaut, la règle veut qu'un lien externe (vers un autre site) s'ouvre dans un nouvel onglet, et qu'un lien interne (vers une autre page du site) s'ouvre dans le même onglet. Mais ce n'est pas toujours le cas, et il est aussi parfois utile de vouloir ouvrir plusieurs pages du même site en même temps, dans plusieurs onglets.

Si vous souhaitez ouvrir un lien dans un nouvel onglet, faites un **clic droit sur le lien et sélectionnez « Ouvrir dans un nouvel onglet »**. Vous pouvez également utiliser le raccourci clavier « **Ctrl** »+**clic gauche de la souris** sur le lien.

**Si vous trouvez l'une de ces icônes     vous êtes en présence d'un lien INTERNE.**



clic gauche de la souris sur l'icône (lien) pour voir plus d'informations.



clic gauche de la souris sur l'icône (lien) pour revenir à la diapositive d'origine.



clic gauche de la souris sur l'icône (lien) pour passer à la page suivante.



si cette icône est grise, vous avez atteint la dernière page.



clic gauche de la souris sur l'icône (lien) pour revenir à la page précédente.



si cette icône est grise, vous avez atteint la première page.

# Quelle est la situation actuelle et les principales caractéristiques de l'économie informelle dans le monde ?

- Deux milliards de personnes âgées de 15 ans et plus travaillent de manière informelle, ce qui représente 61,2% des emplois à l'échelle mondiale
- La proportion des emplois dans l'économie informelle varie d'une région à l'autre. Parmi les cinq régions où le phénomène est le plus important, l'Afrique arrive en première place avec 85,8% des emplois se trouvant dans l'économie informelle
- L'Asie et le Pacifique (68,2%) et les États arabes (68,6%) ont presque le même niveau d'emplois informels
- Dans les Amériques (40,0%), en Europe et en Asie centrale (25,1%), moins de la moitié des emplois sont informels
- La troisième édition du rapport *Femmes et hommes dans l'économie informelle: Un panorama statistique* produit par l'OIT fournit des estimations liées à l'économie informelle au sein des entreprises informelles et à l'extérieur de celles-ci pour plus de 100 pays



Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

# Travail dans l'économie informelle

# Économie informelle et conditions de travail

- Au niveau mondial, 15,7% des employés occupant un emploi permanent à temps plein font partie de l'économie informelle. Ces derniers ne bénéficient donc d'aucune sécurité sociale ou d'emploi.
- La proportion d'employés occupant un emploi informel est significativement plus importante chez les employés à temps partiel (44,0%) et parmi les employés temporaires (59,6%). Elle est encore plus élevée chez les employés temporaires à temps partiel (64,4%), particulièrement chez les hommes (68,1%).
- Les femmes employées à temps partiel sont moins susceptibles que les hommes d'être dans l'économie informelle. Un peu plus d'un tiers des employées travaillant moins de 35 heures par semaine ont un emploi informel, contre 54,2 % chez les hommes.

# Comment l'OIT définit-elle l'économie informelle?

- Selon les lignes directrices approuvées par la *17<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST)* en 2003, l'économie informelle est définie comme « toutes activités économiques exercées par des travailleurs et des unités économiques qui – en vertu de la législation ou de la pratique – ne sont pas couvertes ou sont insuffisamment couvertes par des dispositions formelles »
- L'emploi informel désigne désormais tous les contrats de travail qui n'offrent pas aux individus une protection juridique ou sociale, les laissant ainsi davantage exposés aux risques économiques, sans égard au fait que les unités économiques dans lesquelles ils travaillent (ou dans lesquelles ils opèrent) soient des entreprises formelles, des entreprises informelles ou des résidences privées
- La Classification internationale du statut dans l'emploi (ICSE-93) distingue les emplois formels et informels de la façon suivante :
  - L'emploi informel concerne deux groupes de travailleurs :
    - Les personnes employées dans le secteur informel
    - Les personnes occupant un emploi informel en dehors du secteur informel

# Comment l'OIT définit-elle l'économie informelle?

<b>Personnes employées dans le secteur informel</b>	<b>Personnes occupant un emploi informel en dehors du secteur informel</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Les employeurs et les employés dans les entreprises informelles</li><li>▪ Les travailleurs autonomes évoluant au sein de leur propre entreprise informelle</li><li>▪ Les membres d'une famille qui travaillent dans des entreprises familiales informelles</li><li>▪ Les membres des coopératives informelles de producteurs</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Les employés des entreprises formelles qui ne sont pas couverts par la protection sociale</li><li>▪ Les travailleurs domestiques rémunérés qui ne sont pas couverts par la protection sociale</li><li>▪ Les membres d'une famille qui travaillent dans des entreprises familiales formelles</li></ul>





## Comment l'OIT définit-elle l'économie informelle?

- L'emploi dans le secteur informel et l'emploi informel sont des concepts qui renvoient à des aspects différents du travail informel et qui exigent donc des actions politiques distinctes
- Alors que le secteur informel fait référence aux entreprises informelles, l'emploi informel fait référence aux emplois informels
- L'économie informelle englobe l'emploi dans le secteur informel et l'emploi informel trouvé en dehors du secteur informel
- Les deux concepts ne sont pas interchangeables, mais ils sont complémentaires à des fins descriptives et analytiques (voir encadré 9.1)

# Quelles sont les racines de l'économie informelle?

- La croissance de l'économie informelle peut souvent être attribuée aux facteurs suivants :
  - Des politiques macroéconomiques et sociales inappropriées, inefficaces, malavisées ou mal appliquées (fréquemment élaborées sans consultation tripartite)
  - L'absence de cadres juridiques et institutionnels appropriés
  - L'absence de bonnes pratiques en matière de gouvernance dans la mise en place des politiques et des lois de façon appropriée
  - Le manque de confiance dans les institutions et les procédures administratives
- Les politiques macroéconomiques (notamment les politiques d'ajustement structurel, de restructuration économique et de privatisation) n'ont pas été suffisamment axées sur l'emploi, ont contribué à réduire le nombre d'emplois ou n'ont pas réussi à créer un nombre suffisant de nouveaux emplois dans l'économie formelle

# Quels sont les coûts sociaux et économiques de l'économie informelle?

## a) Le piège de la pauvreté

- La prévalence de l'économie informelle dans de nombreuses régions du monde
- L'augmentation de la prépondérance des emplois précaires et informels affectent non seulement le niveau de vie et les conditions de travail de la population :
  - Ils empêchent les ménages et les unités économiques de l'économie informelle d'accroître leur productivité, de réduire leur vulnérabilité et de trouver un moyen de sortir de la pauvreté
  - Ils piègent les individus et les entreprises dans une spirale de faible productivité et de pauvreté
- Une stratégie nationale cohérente visant à assurer la transition vers l'économie formelle doit reconnaître que les coûts du travail informel sont élevés pour les entreprises, les travailleurs et la communauté

# Quels sont les coûts sociaux et économiques de l'économie informelle?

## b) Le coût de l'économie informelle pour les individus

- Les travailleurs de l'économie informelle manquent de protection dans les cas suivants :
  - Non-paiement des salaires
  - Heures supplémentaires obligatoires ou quarts de travail supplémentaires
  - Licenciements sans préavis ni indemnité
  - Conditions de travail non sécuritaires
  - Absence de prestations sociales (par exemple : pensions, protection contre les lésions professionnelles, assurance maladie et congés de maladie)
- Les femmes, les jeunes, les migrants et les travailleurs plus âgés sont particulièrement vulnérables à la précarité de l'économie informelle
- Ils sont potentiellement plus vulnérables à la violence, notamment au harcèlement sexuel, et à d'autres formes d'exploitation et d'abus, incluant la corruption
- Le travail des enfants et le travail forcé sont également présents dans l'économie informelle

# Quels sont les coûts sociaux et économiques de l'économie informelle?

## c) Le coût de l'économie informelle pour les entreprises

- La plupart des unités économiques de l'économie informelle (petites et très petites entreprises) :
  - Ne jouissent pas de droits de propriété garantis, ce qui les prive de l'accès au financement
  - Ont des difficultés à accéder au système judiciaire pour faire respecter les contrats
  - Ont un accès limité aux infrastructures et aux marchés publics
  - N'ont pas la taille nécessaire pour pleinement tirer profit des économies d'échelle (ce qui limite le réinvestissement dans l'entreprise et entrave le commerce)
  - Ont de la difficulté à dégager des profits nécessaires pour encourager l'innovation et la prise de risques (ingrédients essentiels au succès à long terme)
- L'amélioration de la productivité et l'exportation sont plus accessibles aux grandes entreprises qui :
  - Bénéficient d'économies d'échelle
  - Ont un accès plus facile à la main-d'œuvre hautement qualifiée et au financement
  - Ont plus de facilité à respecter les délais prévus aux contrats (crucial dans les relations d'affaires à long terme)
- Des études montrent que des taux élevés d'informalité condamnent les pays à se trouver au début de la chaîne de production mondiale, dans une position vulnérable. En effet, ils ont tendance à attirer les capitaux liés à la main-d'œuvre bon marché

# Quels sont les coûts sociaux et économiques de l'économie informelle?

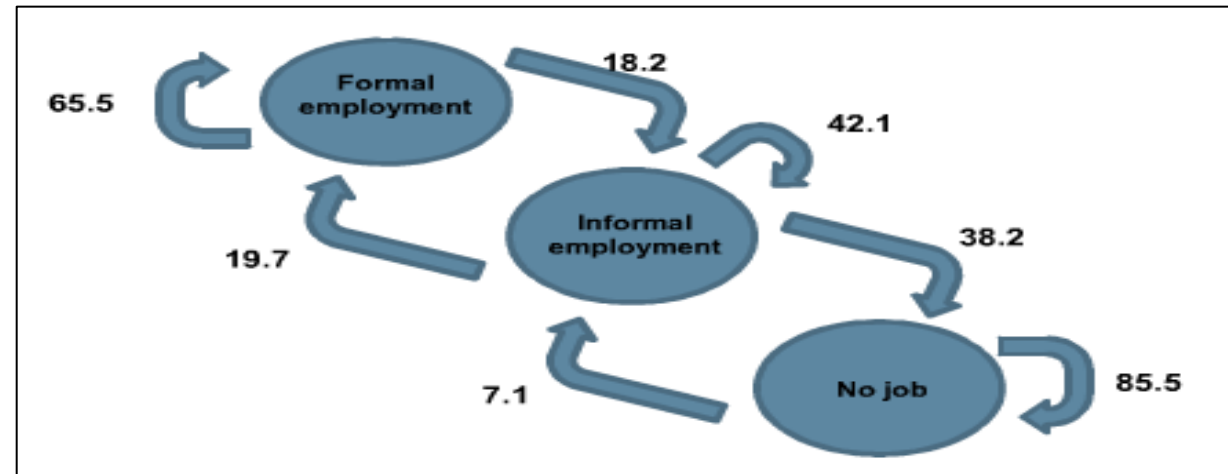
## d) Le coût de l'économie informelle pour la communauté

- Les entreprises non enregistrées et non réglementées ont tendance à ne pas payer de taxes ou de cotisations aux régimes d'assurance sociale pour leurs employés
- L'absence de conformité aux lois comporte certaines conséquences :
  - Les travailleurs sont souvent privés de protection
  - Les entreprises enregistrées font face à une concurrence déloyale
  - Les recettes fiscales sont amoindries, limitant ainsi les gouvernements à étendre les régimes de sécurité sociale et d'autres programmes vitaux pour le développement national, notamment le financement des infrastructures et des systèmes d'éducation et de santé
  - L'informalité est souvent associée à la faiblesse des dispositifs institutionnels et des structures de gouvernance et par conséquent, rend les communautés vulnérables à la corruption
- Les initiatives privées pour imposer l'ordre dans l'économie informelle sont souvent très coûteuses pour les entreprises et les travailleurs. L'allègement des coûts de transition vers l'économie formelle peut potentiellement convaincre des entreprises de sortir du secteur informel. Ces entreprises devront alors payer leurs impôts, se conformer aux normes du travail et pourront bénéficier du système judiciaire.

# Quels sont les coûts sociaux et économiques de l'économie informelle?

## Étude de cas : Mexique

Probabilité de transition entre les emplois formels, informels et sans emploi au Mexique



- Cette figure :
  - Affiche les probabilités de transition (en pourcentage) parmi les individus âgés de 20 à 60 ans dans différents secteurs du marché du travail mexicain entre 2002 et 2005
  - Illustre le fait que les travailleurs ont deux fois plus de chances de rester dans le secteur informel que d'obtenir un emploi formel
- L'informalité est souvent un piège dans lequel les travailleurs informels sont pris. Une protection sociale complète devrait contribuer à empêcher les travailleurs formels de tomber dans l'informalité et aider les travailleurs informels à s'en sortir


# Approche globale de l'OIT en matière de formalisation



# Quelle est l'approche globale de l'OIT en matière de formalisation?

- Les travailleurs de l'économie informelle sont très différents en termes de :
  - Revenus (niveau, régularité, saisonnalité)
  - Statut d'emploi (employés, employeurs, travailleurs autonomes, travailleurs occasionnels, travailleurs domestiques)
  - Secteur (commerce, agriculture, industrie)
  - Type et taille de l'entreprise, localisation (urbaine ou rurale)
  - Sécurité d'emploi (type et durée du contrat, congés annuels)
  - Protection sociale
- L'extension de la couverture à un ensemble aussi hétérogène de travailleurs et d'unités économiques nécessite la mise en œuvre de plusieurs instruments (coordonnés) adaptés aux :
  - Caractéristiques spécifiques des différents groupes
  - Risques à assurer
  - Contexte national

# Quelle est l'approche globale de l'OIT en matière de formalisation?

- Pour faire face à la diversité de l'économie informelle, un cadre commun au niveau national est nécessaire
- Il peut s'appuyer sur la base des réflexions et des actions définies dans l'Agenda pour le travail décent
- Selon l'OIT, le  travail décent résume les aspirations des personnes dans leur vie professionnelle, ce qui implique :
  - La possibilité d'effectuer un travail productif et offrant un revenu équitable
  - La sécurité dans les milieux de travail et une sécurité sociale pour les familles
  - De meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale
  - La liberté pour les personnes d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie
  - L'égalité des chances et de traitement pour tous les hommes et les femmes

# Quelle est l'approche globale de l'OIT en matière de formalisation ?

- La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle est un objectif important prévu dans l'Agenda pour le travail décent de l'OIT, qui est une approche programmatique équilibrée et intégrée visant à poursuivre les objectifs de plein emploi productif et de travail décent pour tous aux niveaux mondial, régional, national, sectoriel et local
- L'approche politique globale de l'Agenda pour le travail décent a abouti à un cadre politique et de diagnostic basé sur sept pistes de solution vers la formalisation
- Ce cadre souligne l'importance de l'intégration verticale et de la cohérence de l'ensemble des politiques visant à lutter contre l'informalité, tandis que la dimension horizontale se concentre sur l'intensification de l'action dans chaque domaine politique

Agenda pour le travail décent	
Quatre piliers	Sept domaines d'action politique
Normes et droit du travail	Stratégies de création d'emplois de qualité et de croissance
Création d'emplois et développement des entreprises	Environnement réglementaire
Protection sociale	Dialogue social, organisation et représentation
Dialogue social	Promouvoir l'égalité et lutter contre la discrimination
	Mesures visant à soutenir l'entrepreneuriat, les compétences et le financement
	Élargissement de la protection sociale
	Stratégies de développement local



[Cliquez ici pour une description des instruments de l'OIT faisant référence à l'économie informelle.](#)

# Environnement réglementaire national\*

\*sur la base de l'OIT. 2013g. *Faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle*, rapport V(1), section 2.2.

# Comment l'environnement réglementaire national peut-il être adapté afin d'étendre la protection sociale à l'économie informelle?

- Différentes approches ont été adoptées afin d'assurer le transfert des travailleurs de l'économie informelle vers l'économie formelle et ainsi leur offrir une meilleure protection sociale et sécurité d'emploi, en fonction du contexte de chacun des pays
- Les gouvernements des pays développés ont combiné des sanctions contre l'emploi illégal (par exemple, l'emploi de travailleurs migrants en situation irrégulière) et le travail non déclaré, avec des incitations pour encourager les employeurs à déclarer les travailleurs
- Dans les pays où l'économie informelle représente un pourcentage plus élevé de l'emploi global, l'accent est mis sur l'élargissement du cadre législatif aux travailleurs de l'économie informelle et sur l'adoption de mesures visant à faciliter leur intégration dans l'économie formelle
- Dans la majorité des pays, les lois du travail s'appliquent à l'ensemble des travailleurs, alors que dans d'autres pays, elle exclut certaines catégories de travailleurs qui se trouvent souvent dans l'économie informelle

# Comment l'environnement réglementaire national peut-il être adapté afin d'étendre la protection sociale à l'économie informelle?

- Plusieurs pays ont simplifié leurs lois du travail et leurs procédures :
  - En réduisant ou en éliminant les coûts liés à l'enregistrement des entreprises auprès des administrations du travail et des organismes de sécurité sociale
  - En simplifiant les exigences, les formulaires et les procédures d'embauche des travailleurs par l'intermédiaire des agences de placement publiques
  - En reconnaissant les contrats de travail, quelle que soit leur forme, et en élargissant les moyens de prouver une relation contractuelle
- Dans de nombreux pays en développement, le principal défi est d'offrir les régimes de protection sociale à une masse importante de travailleurs se trouvant dans l'économie informelle. Deux approches ont été adoptées :
  1. Réduire le coût de la formalisation
  2. Augmenter la productivité

# Comment l'environnement réglementaire national peut-il être adapté afin d'étendre la sécurité sociale à l'économie informelle?

Voici quelques exemples de pays en développement où les approches ci-dessus ont été mises en œuvre :

- En **Colombie**, la loi n° 1429 offre aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) des incitatifs (par exemple, des réductions d'impôts) pour formaliser leur structure et créer de nouveaux emplois pour les groupes vulnérables tels que les jeunes travailleurs. Les mesures visant à accroître la productivité comprennent la modernisation du cadre institutionnel des MPME, l'amélioration de leur accès aux marchés financiers et l'aide au développement technologique.
- En 2010, la loi générale sur les PME au **Brésil** a créé le concept juridique de « micro-entrepreneur individuel » et a simplifié leur enregistrement :
  - Une cotisation unique donne accès à la sécurité sociale, aux soins médicaux et aux congés de maternité
  - Un certificat facilite leur accès aux marchés financiers et au crédit
  - Environ trois millions de travailleurs ont été formalisés de cette manière
- Au **Chili**, la loi sur les PME de 2006 constitue une étape importante vers un environnement plus favorable à la formalisation des PME et introduit une série de changements dans le cadre réglementaire et dans les services de soutien aux PME

# Comment l'environnement réglementaire national peut-il être adapté afin d'étendre la sécurité sociale à l'économie informelle?

- La protection judiciaire doit s'étendre aux catégories de travailleurs vulnérables (travail domestique, travail à domicile et agriculture) :
  - **Afrique du Sud** : la loi sur les conditions de base de l'emploi de 1997 a été modifiée pour établir les conditions d'emploi et le salaire minimum pour le travail domestique
  - **Asie et Pacifique** : l'élargissement des lois existantes aux catégories vulnérables de travailleurs ont contribué à assurer leur santé, leur sécurité au travail et leur sécurité financière
  - Plusieurs pays ont étendu les dispositions de protection sociale aux travailleurs autonomes (**Autriche, Bahreïn, Croatie, Belgique et Singapour**) et à des groupes de travailleurs particulièrement vulnérables tels que les travailleurs du marché (**Algérie**) et les petites entreprises et les travailleurs de l'artisanat (**Maurice et Pérou**)
  - **Les Philippines** : la loi sur les travailleurs domestiques de 2013 définit le « travail domestique » et le « travailleur domestique » et établit leurs droits et leurs protections
  - **Thaïlande** : la loi de 2010 sur la protection des travailleurs à domicile exige que les contrats écrits entre les employeurs et les travailleurs à domicile contiennent minimalement certains renseignements et prévoit une amende de 10 000 bahts thaïlandais en cas de non-conformité. Les travailleurs à domicile produisant une prestation d'emploi de même nature, qualité et quantité ne peuvent être payés moins que le salaire minimum. La loi a créé un comité de sécurité du travail à domicile chargé de donner des conseils sur la rémunération, la sécurité au travail et d'autres enjeux. Les inspecteurs du travail sont autorisés à entrer sur le lieu de travail des travailleurs à domicile



# Administration du travail et inspection

# Quel est le rôle de l'administration du travail et de l'inspection pour faire le suivi, signaler et aider la transition vers la formalisation des travailleurs?

- **Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978**
  - Élargissement du rôle de l'administration du travail pour inclure les activités de certaines catégories de travailleurs qui ne sont pas des salariés
- **Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947**
  - S'applique aux lieux de travail industriels et commerciaux
  - La Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 couvre les entreprises agricoles commerciales et non commerciales
- **Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001**
  - Élargit la portée et la nécessité d'inspecter les lieux de travail dans le secteur agricole

# Quel est le rôle de l'administration du travail et de l'inspection pour faire le suivi, signaler et aider la transition vers la formalisation des travailleurs?

- La plupart des pays définissent le champ d'application de l'inspection du travail dans les lois du travail et le facteur déterminant est souvent l'existence d'une relation d'emploi ou d'apprentissage :
  - **Turquie** : les inspecteurs déterminent si les employés sont assurés ou non et communiquent à l'organisme de sécurité sociale des renseignements sur les personnes employées sans assurance. Un plan d'action a été adopté pour lutter contre l'économie informelle (sensibilisation aux inconvénients de l'économie informelle, promotion de l'enregistrement des employés, simplification de la législation et des procédures, développement d'un système de contrôle et de sanctions efficaces, renforcement du partage des données et de la coordination entre les organismes concernés).
  - **Très peu de pays** ont formellement étendu le système d'inspection du travail aux membres des coopératives (article 5, paragraphe 1, de la convention n° 129).
  - Dans **certains pays européens**, les inspecteurs offrent une formation en matière de santé et de sécurité au travail aux travailleurs agricoles indépendants, aux agriculteurs, aux métayers et aux membres de la famille travaillant dans les exploitations

## Quel est le rôle de l'administration du travail et de l'inspection pour faire le suivi, signaler et aider la transition vers la formalisation des travailleurs?

- **Norvège** : l'application de la loi sur l'environnement de travail a été élargie aux nombreuses entreprises agricoles qui n'emploient pas de travailleurs
- **République de Moldavie** : les entreprises et les travailleurs de l'économie informelle entrent dans le champ d'application des législations en matière d'inspection, d'emploi et de protection sociale des personnes à la recherche d'un emploi. Dans cet environnement législatif, l'inspection du travail a contribué à la formalisation d'emplois informels au sein d'entreprises se trouvant dans l'économie formelle

# Coût de l'élargissement de la couverture du régime EII aux travailleurs indépendants

# Comment peut-on élargir la couverture du régime EII aux travailleurs autonomes et à quel coût?

- Bien que le nombre de demandes d'indemnités pour accident du travail ou pour maladie professionnelle soit particulièrement élevée chez les travailleurs autonomes, il existe un certain nombre de problèmes concernant le suivi de ces demandes
- Les pratiques en matière de prestations en cas d'accident du travail, d'invalidité de longue durée et de maladie de courte durée pour les travailleurs autonomes sont très variables et souvent soumises à des conditions strictes
- Les exemples de certains pays d'Europe mettent en évidence les différentes approches :
  - En **Belgique**, il existe un régime distinct d'assurance maladie et de maternité pour les travailleurs autonomes, mais ceux-ci ne sont pas couverts pour les accidents du travail
  - Au **Danemark**, les travailleurs autonomes (et leurs conjoints) sont couverts en cas de maladie, d'accident du travail et de maternité par un système de cotisation volontaire. Les prestations en espèces en cas d'invalidité sont versées pour une période de deux semaines au maximum.
  - En **France**, il existe un régime distinct de maladie, d'accident du travail et de maternité pour les travailleurs autonomes
  - En **Allemagne**, il n'existe pas de couverture de ce type pour les travailleurs autonomes\*

\* Manuel sur l'extension de la couverture de la sécurité sociale aux travailleurs indépendants publié par l'ISSA en 2012 ([www-issanet.issa.int](http://www-issanet.issa.int))

# Comment peut-on élargir la couverture du régime EII aux travailleurs autonomes et à quel coût?

Pays	Taux de cotisation des travailleurs indépendants
Cabo Verde	6%
Côte d'Ivoire	Sur une base volontaire, en fonction du degré de risque évalué
Djibouti	7% (prestations médicales)
Gabon	Système spécial
Liberia	1.75%
Mali	2.5 % (1 à 4 % en fonction du risque évalué). Sur base volontaire.
Niger	1.4%
Nigeria	Mécanismes de financement encore indéterminés
Sénégal	1%, 3% ou 5% selon le risque évalué
Soudan	Cotisation globale au régime de pension (25% du revenu mensuel déclaré)
Togo	2%
Tunisie	Cotisations volontaires
Indonésie	1% du revenu mensuel déclaré. Sur une base volontaire.
Israël	0.17 – 0.78% des revenus supérieurs à 60% du salaire moyen
Japon	0.3 – 5.2 % du revenu déclaré
Corée, République de	0.7 - 28.1 % du revenu déclaré ou de la masse salariale. Sur une base volontaire.

Source : Site web de l'ISSA consulté le 31 juillet 2019, sauf l'Autriche, la Turquie et le Mexique.

# Comment peut-on élargir la couverture du régime EII aux travailleurs autonomes et à quel coût?

<b>Autriche</b>	1.9% du revenu couvert ou taux fixe
<b>Bulgarie</b>	0.4 – 1.1% du revenu en fonction du risque évalué. Sur base volontaire.
<b>Croatie</b>	0.50%
<b>Estonie</b>	Cotisation globale au régime d'assurance maladie (13% du revenu déclaré)
<b>Italie</b>	Cotisation variable en fonction du risque évalué
<b>Liechtenstein</b>	Cotisation variable en fonction de la couverture requise et du risque évalué. Sur base volontaire.
<b>Luxembourg</b>	0.9% du revenu couvert
<b>Pologne</b>	1.8% du revenu déclaré
<b>Espagne</b>	Cotisations volontaires en fonction du niveau de couverture choisi
<b>Suède</b>	0.2 % du revenu déclaré
<b>Turquie</b>	Cotisation globale au régime d'assurance maladie (1 à 6,5 % des revenus mensuels, selon le degré de risque)
<b>Bahamas</b>	2%
<b>Îles Vierges britanniques</b>	0.5% du revenu mensuel déclaré
<b>Chili</b>	0.95% du revenu déclaré, en plus d'un montant pouvant aller jusqu'à 3.4% du revenu déclaré selon la profession
<b>Colombie</b>	0.348 – 4.089% du revenu couvert déclaré selon le risque évalué. Sur une base volontaire.
<b>Grenade</b>	1%
<b>Mexique</b>	Cotisations variables. Sur une base volontaire.
<b>Pérou</b>	Cotisation fixe de 13 à 37 nouveaux sols selon le secteur et le risque associé

- Le tableau présente le taux de cotisation pour un échantillon de régimes EII qui couvrent les travailleurs autonomes\*
- L'échantillon contient plus de 30 pays dotés d'un régime EII, sur 181 pays déclarés. De nombreux régimes offrent une couverture aux travailleurs autonomes sur une base volontaire.

\* Rapport sur la protection sociale dans le monde 2014-15 :Vers la reprise économique, le développement inclusif et la justice sociale, tableau B4.





## Étude de cas : Corée du Sud - Élargissement de l'assurance contre les accidents du travail (WCI) aux petites entreprises, ainsi qu'à certains types de travailleurs

Le régime obligatoire d'assurance contre les accidents du travail en Corée, le Korea Worker's Compensation & Welfare Service (COMWEL), couvre les lieux de travail comptant plus d'un travailleur, quel que soit le type d'emploi, ainsi que tous les lieux de travail du secteur de la construction. Les travailleurs couverts par ce régime sont ceux qui sont inclus dans la définition du terme « travailleur » énoncée dans la loi sur les normes du travail.

Les propriétaires de petites entreprises et certains types de travailleurs, tels que les caddies de golf et les coursiers, n'ont pas été protégés par la loi sur les normes du travail, bien que leurs conditions de travail soient similaires à celles des autres travailleurs définis par la loi. Afin de résoudre ce problème, la loi et le décret d'application du régime d'assurance contre les accidents du travail comportent des articles spéciaux pour ceux qui se trouvent dans une zone grise.



# LA CLÉ DU SUCCÈS D'UN RÉGIME D'ASSURANCE CONTRE LES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ITCILO E-CAMPUS / CONNAISSANCE EN LIGNE

- POP UP diapos



International Labour Organization



International Training Centre



# Comment l'OIT définit-elle l'économie informelle?

## Encadré 9.1 Cadre conceptuel : Emploi informel

Source: "Directives concernant une définition statistique de l'emploi informel". 2003, dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail

Unités de production par type	Emplois selon la situation dans la profession									
	Travailleurs à leur propre compte		Employeurs		Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Salariés		Membres de coopératives de producteurs		
	Informel	Formel	Informel	Formel	Informel	Informel	Formel	Informel	Formel	
Entreprises du secteur formel					1	2				
Entreprises du secteur informel <sup>(a)</sup>	3		4		5	6	7	8		
Ménages <sup>(b)</sup>	9					10				

(a) D'après la définition de la quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail (les ménages employant des travailleurs domestiques rémunérés sont exclus).

(b) Ménages produisant des biens exclusivement pour leur usage final propre et ménages employant des travailleurs domestiques rémunérés.

Note: Les cellules teintées en gris foncé représentent les emplois qui, par définition, n'existent pas dans le type d'unités de production en question. Les cellules teintées en gris clair représentent les emplois formels. Les cellules non grisées représentent les différents types d'emplois informels.

Emploi informel : cellules 1 à 6 et 8 à 10.

Emploi dans le secteur informel : cellules 3 à 8.

Emploi informel en dehors du secteur informel : cellules 1, 2, 9 et 10.



# WCI pour les employeurs des petites et moyennes entreprises



Les employeurs des petites et moyennes entreprises ont un statut et des activités économiques très semblables aux travailleurs.

Cependant, ils n'ont droit à aucune prestation de la WCI en cas d'accident du travail. Par conséquent, le régime volontaire de la WCI a été introduit afin de protéger les travailleurs autonomes et de leur fournir des prestations de sécurité sociale en vertu de lois et de règlements pertinents.

**Pour pouvoir bénéficier du régime volontaire de la WCI, les travailleurs autonomes doivent :**

1. Employer moins de 50 travailleurs ou
2. Être l'une des personnes suivantes qui n'emploient pas de travailleurs :
  - Une personne qui fournit des services de transport de passagers en vertu de la loi sur les entreprises de transport de passagers
  - Une personne qui fournit des services de transport de marchandises en vertu de la Loi sur les entreprises de transport par camion
  - Une personne qui opère de la machinerie de construction en vertu de la Loi sur la gestion des machines de construction
  - Les coursiers de porte à porte selon la norme de classification des professions de Corée
  - Une personne qui travaille en tant qu'artiste définie dans la loi sur le bien-être des artistes
  - Un chauffeur désigné ou une personne travaillant pour une entreprise de chauffeurs désignés
  - Une personne travaillant dans certains types de fabrication définis dans la classification industrielle coréenne
  - Une personne exerçant une activité d'entretien de voitures en vertu de la loi sur la gestion des automobiles
  - Une personne exerçant une activité de courtage définie dans la classification industrielle coréenne
  - Une personne exerçant une activité de commerce de détail au sens de la classification industrielle coréenne
  - Une personne exerçant une activité de restauration au sens de la classification industrielle coréenne
  - Une personne exerçant d'autres services personnels définis dans la classification industrielle coréenne

Les primes pour les travailleurs indépendants sont calculées en multipliant le revenu annoncé par le ministre de l'emploi et du travail par le taux de cotisation applicable à l'entreprise.



# WCI pour les employeurs des petites et moyennes entreprises



## Le WCI pour les catégories spéciales de travailleurs

En Corée, les travailleurs de type particulier sont considérés à la fois comme travailleur régulier et autonome. Ils sont en mesure d'effectuer leur travail sans la supervision de l'entreprise tout en travaillant de manière similaire à un travailleur. En raison de leur statut ambigu, les travailleurs particuliers étaient exclus de la couverture traditionnelle du WCI.

Par conséquent, afin de protéger ces travailleurs, la Corée a introduit le régime WCI pour les travailleurs particuliers en juillet 2018, en commençant par quatre catégories, et elle a progressivement élargi sa couverture à d'autres types de travailleurs. À partir de 2019, neuf types de travailleurs particuliers sont inclus dans le régime.

Pour être éligible au régime WCI pour les types de travailleurs particuliers, il est nécessaire que les personnes remplissent toutes les conditions suivantes :

1. Elles œuvrent dans une branche d'activité définie dans la loi sur une base régulière, et reçoivent une rémunération.
2. Elles ne peuvent pas utiliser des sous-contractants pour faire le travail à leur place.

Toutefois, contrairement aux travailleurs définis dans les normes du travail, les travailleurs de types particuliers peuvent demander à être exclus s'ils ne souhaitent pas adhérer au programme du WCI.

En d'autres termes, les types de travailleurs particuliers sont obligés d'adhérer au programme de la WCI, sauf si ils demandent à en être exclus. Toutefois, les travailleurs définis par la loi sur les normes du travail ne sont pas autorisés à demander l'exclusion même s'ils ne veulent pas adhérer au régime.

Les primes pour ces types particuliers de travailleurs sont calculées en multipliant le revenu annoncé par le ministre de l'Emploi et du Travail par le taux de cotisation applicable à l'entreprise. Les primes sont supportées à parts égales entre le travailleur particulier et son employeur.

Les revenus utilisés pour déterminer les primes des travailleurs particuliers sont indiqués dans le tableau suivant.



# WCI pour les employeurs des petites et moyennes entreprises



Types particuliers de travailleurs	Revenu mensuel annoncé	Revenu moyen par jour
Courtiers d'assurance agréés principalement à l'emploi d'une compagnie d'assurance-vie	2,623,000	87,433
Courtiers d'assurance agréés principalement à l'emploi d'une compagnie d'assurance de dommages et autres	2,183,000	72,766
Propriétaires-conducteurs de camions malaxeurs à béton	2,254,040	75,134
Tuteurs et aides à l'apprentissage	1,684,000	56,133
Caddie de golf	2,454,540	81,818
Coursiers (porte-à-porte) exerçants dans la collecte ou la livraison dans le cadre d'un service de livraison rapide	2,200,000	73,333
Coursiers (porte-à-porte) exerçant principalement pour un seul prestataire de service de livraison rapide	1,454,000	48,466
Conseillers agréés de crédit qui ont un contrat de fiducie avec des institutions financières	1,944,000	64,800
Conseillers agréés de crédit qui ont un contrat direct avec une société exerçant des activités de courtage en prêts	2,638,000	87,933
Conseillers agréés en cartes de crédit	1,756,000	58,533
Chauffeurs privés principalement au profit d'un seul fournisseur de service de conduite	1,750,000	58,333

La définition de chaque type spécial de travailleurs ci-dessus est indiquée dans les lois et réglementations pertinentes telles que la loi sur les entreprises d'assurance, la loi sur la gestion des machines de construction, etc.